

Les Prémices de l'émigration japonaise vers le Brésil

- Le Japon et la « révolution des départs » (1868-1907) -

Anthony do Nascimento

Abstract: This paper sheds light on the historical circumstances of Japanese emigration, immigration and colonization to Brazil. First, it deals with the start of Japanese overseas migration during the Meiji Era (1868-1912), in order to show how the modernization process of Japan contributed to the emigration of Japanese workers. Secondly, it focuses on the beginning of the Japanese emigration to Brazil, that is the establishment of diplomatic relations between Japan and Brazil and the organization process of the first departure of Japanese emigrants to Brazil.

Keywords: migration, emigration, immigration, colonization, Brazil, Japan.

Introduction.

L'émigration internationale des Japonais débute avec l'ouverture du Japon sur le monde en 1868, première année de l'ère Meiji 明治 (1868-1912), lorsque une centaine d'émigrés japonais se rendent à Hawaii et à Guam. Le Japon fait ainsi une tardive et timide entrée dans « l'âge des migrations de masse » (début du 19e siècle - fin des années 1940) ; âge au cours duquel près de 180 millions d'hommes, de femmes et d'enfants européens ont immigré à l'étranger, principalement d les Amériques (Cohen 1995 ; Hatton and Williamson 1998 ; Castles and Miller 2003). Cependant, l'émigration ne se généralise qu'à partir de 1885, lorsque celle-ci est officiellement autorisée et encouragée par le gouvernement japonais, lequel voit alors en elle aussi bien un moyen de lutter contre le chômage que d'étendre la présence économique de l'Empire à l'étranger. C'est ainsi qu'entre 1868 et 1941 près de 760 000 Japonais émigrent en direction de multiples pays, vers tous les continents du monde (États-Unis d'Amérique, Australie, Canada, Pérou, Mexique, Îles Fidji, Nouvelle-Calédonie, Afrique du sud, entre autres) (Ishikawa 1997 : 109).

L'immigration japonaise au Brésil débute le 18 juin 1908, lorsque le *Kasato Maru* 笠戸丸 (« Vapeur Kasato ») entre au port de Santos pour débarquer les premiers immigrants japonais destinés à travailler sur les plantations caféières de l'État du São Paulo (San Paulo jinmon kagaku kenkyûjo 1997 : 27). À l'aube de la Guerre du Pacifique (1941-1945), plus de 200 000 Japonais résident déjà au Brésil ; il s'agit alors de la plus grande communauté japonaise hors du Japon. Selon des recensements effectués dans les années 1990, la population des Japonais et de leurs descendants (les *Nikkei* 日系, ou *Nikkeijin* 日系人) s'évaluerait à 1 500 000 individus, faisant d'elle la plus importante

communauté *Nikkei* établie à l'étranger (Ishikawa, in Maruyama 2010 : 87-112).

Si l'histoire de l'immigration japonaise au Brésil a reçu un traitement important de la part des milieux académiques brésilien, japonais et américain (Smith, Cornell, Saito et Maeyama 1967 ; Kikumura-Yano 2002 : 127-141 ; Lone 2002 ; Maruyama 2010 : 13-66), elle reste largement ignorée par la recherche en France. À vrai dire, seule une publication en langue française existe sur la question, dirigée par Mónica Raísa Schpun (Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain) et parue en 2009 dans les *Cahiers du Brésil Contemporain* (Schpun 2009). Aussi, par cette brève contribution, nous offrons d'enrichir la recherche française sur l'émigration, l'immigration et la colonisation japonaise au Brésil, en abordant tout d'abord ses prémices, à savoir ce moment de l'histoire où le Japon connaît à son tour cette « révolution des départs » qui permet à ses citoyens d'émigrer vers l'étranger. Précisons que nous traiterons uniquement de l'émigration japonaise vers les États souverains et indépendants, laissant ainsi de côté les questions de l'immigration nipponne dans les colonies du Japon impérial et celles d'autres puissances coloniales de l'époque (sur les différents types de destinations de l'émigration japonaise, voir : Okabe 2002 : p.8 et s.).

« Révolution des départs » au Japon : débuts de l'émigration japonaise.

L'émigration japonaise fait ses débuts l'année même de la Restauration de Meiji (*Meiji Ishin* 明治維新) qui, proclamée en 1868, consacre la fameuse « ouverture du pays » (*Kaikoku* 開国) au reste du monde. Jusqu'alors, le shogun des Tokugawa 徳川 (1612-1868) avait rigoureusement appliqué une politique d'isolation presque totale (politique dite du *sakoku* 鎖国), par laquelle il limitait sévèrement les contacts avec les nations étrangères. Cette « fermeture géographique » doit toutefois être relativisée car les « édits de fermeture (*sakoku-rei* 鎖国令), proclamés entre 1633 et 1639, sont en vérité des « interdictions maritimes » (*kaikin* 海禁) qui punissaient de mort tout Japonais qui quitterait le territoire par les mers. Enfin, il faut savoir que le shogun n'avait pas rompu tout contact avec l'étranger : en 1637, à des fins commerciales, Hollandais et Chinois furent autorisés à accoster au Japon, – leur accès au territoire étant cependant limité à l'île de Dejima 出島, située dans l'actuelle Nagasaki 長崎, au sud du pays (Pelletier 2010 : 171 et s.).

Ainsi, lorsqu'après avoir levé les « interdictions maritimes » en 1866, et fait savoir en 1868 qu'il est favorable à la venue des étrangers sur son territoire, le Japon permet donc l'émigration de ses citoyens vers l'outre-mer, qui peut alors débiter. Des étrangers fraîchement arrivés au Japon saisissent cette opportunité pour recruter des travailleurs japonais en vue de les emmener vers d'autres pays. C'est le cas, entre autres, de l'Américain Eugene Van Reed (ex-consul des États-Unis à Hawaï) qui, dès 1868, obtient du gouvernement japonais l'autorisation de conduire 147 émigrés à Hawaï et 42 autres à Guam, où ceux-ci travailleront comme main-d'œuvre agricole sur les plantations. L'année suivante, le Hollandais Edward W. Schnell achemine pour la première fois des

émigrés japonais en Californie avec pour objectif d'y établir une colonie agricole. Or, en raison des mauvais traitements reçus par les immigrés sur les plantations hawaïennes et celles de Guam, le gouvernement japonais s'oppose tout d'abord à l'émigration (Conroy 1953 : 15-33 ; Moriyama 1985 : 1-2).

Néanmoins, autour de la seconde moitié des années 1880, le gouvernement change sa politique migratoire. À partir de 1868, les élites ont commencé un immense chantier qui vise à faire du Japon un État-Nation à l'Occidental, une puissance industrialisée et militaire. Ce processus vise deux objectifs : assurer l'intégration du Japon sur le marché capitaliste international, et éviter au pays de tomber sous le joug des grandes puissances en tentant de rivaliser technologiquement et militairement avec elles (Souyri 2010 : 425-442). Le Japon connaît à son tour « la grande transformation » (*the great transformation*) moderne décrite par Karl Polanyi (1957) ; celle dont les réformes politiques et économiques, prises aux dépens des campagnes, ont pour conséquences de pousser tout un pan de la population rurale à l'émigration (Endoh 2009).

Au Japon, c'est d'abord le réajustement de la taxe foncière (*Chiso Kaisei* 地租改正) de 1873 qui, établissant l'impôt non plus sur la production mais sur la valeur des terres, contraint nombre de petits fermages insolubles à devoir cesser leur activité. Cette même année, la loi sur la conscription universelle, qui impose un service militaire de trois ans pour les hommes âgés de 20 ou plus, ce qui a pour effet de priver les campagnes d'une grande partie de leur force de travail. En 1881 la politique déflationniste décidée par Matsukata Masayoshi 松方正義 frappe à son tour. Elle entraîne une baisse générale des prix de la production agricole, ceci ayant pour effet de diminuer les revenus des paysans et de rendre encore plus difficile l'acquittement de la taxe foncière. Une forte croissance démographique (34 millions d'habitants en 1868 contre 79 millions en 1947), que l'on attribue généralement à l'introduction de nouvelles mesures d'hygiène, accentue la paupérisation des campagnes les plus touchées. Générant des situations de surdensité, voire de surpopulation dans certaines préfectures du sud-ouest du Japon (Hiroshima 広島, Kumamoto 熊本, Fukuoka 福岡, Okinawa 沖縄, entre autres), la croissance démographique est, dans certains cas, un facteur supplémentaire de l'émigration (Rager 1941 : 300-321). Enfin, en butte aux réformes lancées par le gouvernement, des mouvements sociaux chez les paysans et les prolétaires s'organisent, qui souvent entrent en confrontation directe avec les forces de l'ordre (Stanlaw, in Adachi 2006 : 35-51). De son côté le gouvernement commence à envisager les avantages économiques et l'atout géopolitique d'une présence accrue de ses citoyens à l'étranger. En effet, l'envoi de rémittences par les immigrés au pays natal permettrait au Japon d'accumuler des devises étrangères pour améliorer sa balance des paiements. Enfin, pour les tenants de l'orthodoxie expansionniste au Japon, qui depuis les premières migrations vers Hawaii élaborent des « doctrines de développement dans l'outre-mer » (*kaigai Hattenron* 海外発展論), l'émigration doit aussi permettre de soutenir l'expansion pacifique et économique de la nation japonaise à l'étranger, et à ce titre, être encouragée. Cette forme de l'émigration serait alors une sorte de nouvelle « voie de l'expansion », dont Michel Vié précise qu'« ostensiblement opposée à l'usage de la force militaire, elle désigne une modalité de contact entre les civilisations, fondée sur une conception idéalisée

de la coopération internationale » (1995 : 44-46) ; qui n'aurait d'autres buts que celui d'intensifier la participation économique du Japon à l'économie mondiale.

Ainsi, en 1885, en signant une convention de l'émigration avec le gouvernement d'Hawaii, le Japon décide de légaliser l'émigration, et lui attribue un double rôle : offrir une solution externe aux difficultés sociales tout en participant à l'expansion internationale de l'économie impériale. La même année, 945 immigrants japonais immigrent officiellement à Hawaii (San Pauro jinmon kagaku kenkyûjo 1997 : 13-14) : l'émigration en masse des travailleurs japonais, qui ne cessera qu'avec l'éclatement de la Guerre du Pacifique (1941-1945), signe alors ses véritables débuts.

En légalisant le départ de ses travailleurs vers l'étranger, c'est avant tout le gouvernement du Japon qui fournit la cause première de l'émigration japonaise. En cela, le Japon ne diffère pas des nations européennes où la « révolution des départs, dit Zolberg, ne se produit que lorsque, répondant aux nouvelles conditions politiques et économiques et à des mouvements de population profondément modifiés, les États européens éliminèrent les interdictions de départs prévalant jusque-là [...] » (Zolberg, in Green et Weil 2006 : 37-38).

L'émigration japonaise de 1885 à 1908 : contrôler et politique du « laisser-faire ».

CONTRÔLER : LE KANYAKUIMIN 官約移民, « EMIGRATION SOUS CONTRAT GOUVERNEMENTAL » (1885-1894)

À partir de 1885, le gouvernement légalise donc l'émigration. Toutefois, celle-ci ne peut avoir lieu qu'en direction de pays avec lesquels le Japon a signé des conventions à cet effet ; raison pour laquelle la période de l'émigration japonaise comprise entre 1885 et 1894 est baptisée *kanyakuimin* 官約移民, soit « émigration sous contrat gouvernemental ». Au cours de cette décennie, l'État japonais exerce un contrôle rapproché sur les départs, et via les autorités préfectorales s'implique directement dans le recrutement et l'envoi des émigrés. Entre 1885 et 1894, 34 799 Japonais partent à l'étranger. Ils se rendent majoritairement à Hawaii (29 995), et dans une faible mesure au Canada et aux États-Unis. Ils sont pour l'essentiel des fermiers appauvris qui émigrent en tant que *dekasegimin* 出稼ぎ民 (« immigré temporaire »), dans l'espoir de revenir enrichis au Japon après avoir travaillé temporairement à l'étranger. On sait que les immigrants de Hawaii ont signé un contrat de trois ans par lequel ils s'engagent à travailler en moyenne 26 jours par mois. Les hommes occupent une proportion écrasante des courants migratoires au cours de cette période ; on sait par exemple qu'en 1890, 10 079 des 12 360 immigrants présents à Hawaii sont des hommes. Enfin, le sud-ouest du Japon – notamment les préfectures d'Hiroshima, de Yamaguchi, de Kumamoto et de Fukuoka – reste le principal fournisseur de l'émigration (Izumi 1957 : 13 et s.).

LAISSER-FAIRE : L'ÈRE DES *IMINGAISHA* 移民会社, "LES COMPAGNIES DE L'ÉMIGRATION (1891-1925)

Pour des raisons d'ordre géopolitique, en 1894 le Japon modifie sa politique migratoire. Sur le modèle européen, le Japon adopte à son tour une politique coloniale qui bien entendu recourt à la puissance militaire. Celle-ci se matérialise par la conquête coloniale de l'Asie continentale, qui entraîne l'éclatement de la Guerre Chine-Japon, en (1894). A partir de cette époque, les élites de Meiji font donc de l'expansion territoriale la question prioritaire de la politique étrangère du Japon ; reléguant *de facto* l'émigration au bas de l'agenda diplomatique de l'Empire. Le Ministre des Affaires étrangères, Hayashi Tadasu 林董 est conscient que, compte-tenu de ce contexte, l'État ne dispose plus des ressources nécessaires à assurer le contrôle et la gestion des processus migratoires. Il propose donc de « privatiser » l'entreprise migratoire en déléguant l'organisation des migrations aux *imingaisha* 移民会社, les « compagnies de l'émigration ». Le gouvernement accueille favorablement cette proposition : il accepte de renoncer à son monopole, et légalise l'activité des compagnies. Ainsi, contrairement à la période 1885-1894, en matière d'émigration le Japon adopte cette fois-ci la politique du laisser-aller. La nécessité de préserver la sécurité des citoyens expatriés, et partant l'image internationale du Japon, conduit tout d'abord à la proclamation, en 1894, d'une « Ordonnance de Protection de l'Émigré » (*Imin Hogo Kisoku* 移民保護規則) (Gaimushô 1954 : 979-981). Elle est suivie, en 1896, par la promulgation de la « Loi de Protection de l'Émigré » (*Imin Hogohô* 移民保護法) ayant pour but de protéger les émigrés face aux pratiques peu scrupuleuses des compagnies de l'émigration (Irie 1938a : 102 et s.). La nouvelle orientation de la politique migratoire du Japon engendre l'apparition de nombreuses compagnies de l'émigration : entre 1894 et 1908 déjà 49 sociétés de ce type ont été montées. Sous l'ère des *imingaisha* l'émigration japonaise fait son envol ; on explore de nouvelles destinations, le nombre des départs augmente. Avant que l'émigration ne redevienne une affaire gouvernementale en 1925, les *imingaisha* ont envoyé près de 300 000 Japonais à l'étranger (Moriyama 1985).

IMMIGRATION JAPONAISE DANS LE MONDE ANGLOPHONE : ACTIVISME ANTIJAPONAIS ET RESTRICTIONS

La majorité des Japonais émigre d'abord vers Hawaii, les États-Unis, le Canada, l'Australie ; et par la suite vers le Mexique, le Pérou, et enfin le Brésil, qui deviendra leur destination de prédilection. Cependant, les pays d'accueil anglophones opposent très vite des restrictions à l'immigration japonaise. Obéissant aux principes de sa *White Australia Policy* (*Politique de l'Australie Blanche*), le 23 décembre 1901 le gouvernement australien promulgue l'*Immigration Restriction Act* qui impose des barrières quasiment infranchissables à l'immigration extra-européenne (Suzuki 1992 : 46 ; Konno et Fujisaki 1996 : 178-184). En 1907, le Canada interdit à son tour l'immigration japonaise, et ce en réaction aux mouvements antijaponais qui agitent le pays (Adachi 1976 : 63-85). Enfin, en 1908, par le *Gentlemen's Act*, les États-Unis imposent des restrictions sévères à

l'immigration des Japonais, dont la présence sur la côte californienne a également déclenché l'apparition de mouvements antijaponais qui mettent en péril les rapports diplomatiques entre les USA et le Japon (l'immigration japonaise aux États-Unis sera définitivement interdite avec l'*Immigration Act* de 1924) (Ichioka 1988 : 153-156).

ÉMIGRATION VERS L'AMÉRIQUE DU SUD

Suite à la fermeture des frontières en Amérique du Nord et en Australie, le Japon se tourne progressivement vers l'Amérique Latine, et plus particulièrement le Brésil, qui se présente à lui comme une voie alternative avec de nouvelles opportunités migratoires et économiques. À vrai dire, l'immigration japonaise en Amérique Latine a déjà commencé : au Mexique en 1893, au Pérou en 1899. Le Vicomte Enomoto Takeaki 榎本武揚, ancien Ministre des Affaires étrangères, et fervent promoteur de l'émigration outre-mer, est à l'origine de ce nouvel élan migratoire vers l'Amérique Latine (de pair avec les îles du Pacifique sud), où dès 1897 il entrevoit des possibilités d'expansion pour l'économie japonaise :

« Il me semble que l'entreprise migratoire doit devenir un agent du commerce extérieur japonais dans son développement, et ce non pas dans l'unique but de soulager la pression démographique, mais aussi avec l'objectif de revigorer l'industrie maritime, encourager les exports et promouvoir l'industrie. De surcroît, la migration outre-mer vers le *Nan'yô* (ndl : Pacifique sud) et l'Amérique latine devrait être vouée à un devoir crucial : galvaniser les aspirations du peuple pour le monde du dehors, ainsi qu'éveiller et changer sa mentalité via l'introduction de connaissances nouvelles. » (Cité et traduit par Endoh 2009 : 62).

Le Vicomte tentera lui-même de fonder au Mexique une colonie agricole composée d'immigrés japonais ; or, sa tentative se soldera par un échec. Quoi qu'il en soit, Enomoto joua un rôle clef dans la promotion de l'émigration japonaise vers l'Amérique Latine où, à partir de la fin du 19^e siècle, les Japonais émigrent d'abord au Mexique, puis au Pérou et enfin au Brésil.

Mexique

L'historienne María Elena Ota Mishima montre que l'histoire des Japonais au Mexique est constituée de « sept migrations » (« Siete migraciones »). Comme nous l'avons vu, la première migration a lieu en 1897 et concerne l'arrivée d'Enomoto et de ses colons. La suivante a lieu en 1900, et se compose d'immigrés indépendants qui se rendent dans l'État de Chiapas. La troisième migration se déroule entre les années 1900 et 1910, et observe l'entrée de près de 10 000 travailleurs contractuels au Mexique, venus travailler dans les industries des mines et du sucre, ainsi que sur certains chantiers ferroviaires. Entre 1907 et 1924, la quatrième migration japonaise du Mexique est constituée d'immigrés illégaux qui parviennent depuis les États-Unis d'Amérique, suite à la signature du *Gentlemen's Agreement* (1908). L'immigration de professions

spécialisées, dans le domaine médical notamment (médecin ; pharmaciens etc.) constitue la cinquième migration japonaise au Mexique, et a lieu entre 1917 et 1924. La sixième migration (1921 et 1940) est celle des *yobiyose* 呼寄せ, c'est-à-dire des « immigrés appelés » par des parents déjà installés au Mexique. Enfin, la septième et dernière migration commence après la Seconde Guerre mondiale et continue jusqu'en 1978 (Mishima Ota 1982 ; Peddie 2006 : 73-101).

L'immigration japonaise au Mexique se déroule bien. Contrairement aux dirigeants du monde anglophone, les politiques mexicains ne sont pas acquis aux thèses du racisme scientifique et du darwinisme social, ce qui permet de comprendre qu'aucune mesure antijaponaise n'ait été promulguée au cours de la période d'avant-guerre (1897-1941). Cependant, suite à l'attaque de Pearl Harbor du 7 décembre 1941, un sentiment de suspicion saisi le gouvernement mexicain qui alors se demande si ses frontières littorales ne risquent pas d'être utilisées comme base d'espionnage par des agents infiltrés en provenance de l'Empire. En mai 1942, l'entrée en guerre du Mexique dans la coalition des alliés entraîne la rupture des liens diplomatiques avec l'Empire du Japon. Ce n'est qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec la restauration des relations diplomatiques entre les deux États que les Japonais peuvent de nouveau immigrer au Mexique (Peddie 2006 : 76-89). En 1945, on dénombrait seulement 14 505 immigrés japonais installés au Mexique (Konno et Fujisaki 1994: 360-361).

Pérou.

L'immigration japonaise au Pérou débute à partir du mois de mars 1899, année au cours de laquelle le *Sakura Maru* 桜丸 (vapeur Sakura) entre au Port de Callao avec 790 immigrés japonais destinés à travailler sur les plantations sucrières. Cette première tentative tourne cependant vite à l'échec. Les immigrés souffrent du climat ainsi que des mauvaises conditions d'hygiène ; et suite à une épidémie de malaria, 143 d'entre eux décèdent. Des demandes de rapatriement parviennent au Japon, tandis qu'une partie de ce contingent décide de traverser la frontière en longeant le fleuve Amazone pour se rendre au Brésil, où ils ont eu vent de meilleures conditions de travail (on connaît ces immigrés sous le nom des *Pêru Kudari* ペルー下り, littéralement : « ceux qui descendent [le fleuve] vers le Brésil ») (Maruyama 2010 : 115). Malgré tout, l'émigration vers le Pérou reprend en 1903, et cessera avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. En 1940, on estime alors le nombre des résidents japonais au Pérou à environ 33 000 (Morimoto 1992 ; Masterson et Funada-Classen 2004).

Les immigrés japonais se sont également rendus au Pérou en tant que *dekasegi*, dans l'espoir de retourner rapidement enrichis au Japon. Or, seulement une infime poignée d'entre eux parviendra à atteindre ce but (Masterson et Funada-Classen 2004 : 52 et s.).

Harvey Gardiner nous indique que, pour la période précédant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de l'immigration japonaise au Pérou peut être divisée en deux périodes (1975). La première, comprise entre les années 1899 et 1923, est celle d'une immigration de travailleurs contractuels généralement employés sur les plantations sucrières ou les cultures de la gomme. La seconde période, celle des années 1923-1936, se caractérise par une « immigration appelée » (*yobiyose-imin* 呼び寄せ移民), ou encore

de *shashin kekkon* 写真結婚 (*picture brides* en anglais), à savoir des femmes qui émigrent en vue de se marier avec des hommes japonais déjà présents sur place qu'on leur a présentés sur photo (Gardiner 1975: voir également : Irie 1938b : 276 et s.). L'immigration japonaise au Pérou se caractérise par sa concentration géographique. La majorité des immigrés japonais (plus de 20 000) vit dans, ou à proximité de la mégalopole Lima-Callao (Tietev 1951 : 228). En matière professionnelle, les expatriés japonais parviennent à se faire une place au sein de la classe moyenne urbaine, notamment dans les secteurs du commerce et de la restauration ; les fermiers japonais du Pérou sont quant à eux en faible proportion (Gardiner 1975).

Contrairement au Mexique, l'immigration japonaise au Pérou a été marquée par les discriminations et les pressions politiques exercées à l'encontre des immigrés, et ce plus particulièrement au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1917, une association anti-Asiatiques voit le jour à Lima qui fait pression sur le gouvernement péruvien en vue d'obtenir la fin de « l'immigration jaune ». En 1923 les autorités, sensibles aux demandes de l'association, mettent fin à l'immigration contractuelle, signifiant indirectement au Japon que dorénavant le Pérou se passera de ses travailleurs (Takenaka 2004 : 86-87). Dans les années 1930, le Pérou intensifie sa campagne antijaponaise. En 1935 et 1936 les importations de produits textiles japonais sont interdites. Ensuite, par un décret du 26 juin 1936, qui limitent à 16 000 le nombre des résidents de chaque nationalité étrangère au Pérou et interdit l'organisation de l'immigration de « groupes raciaux » spécifiques, le Pérou met définitivement fin à l'immigration japonaise. Enfin, le 13 juin 1940, un autre décret limite quant à lui les possibilités d'acquérir la double nationalité pour les enfants nés au Pérou de parents japonais (Normano et Gerbi 1978 : 113-121).

À partir de la Guerre Chine-Japon de 1937, un sentiment de suspicion à l'égard des immigrés japonais s'installe au Pérou. Les thèses du Péril Jaune entament leur diffusion, et gagnent vite en popularité : pour les Péruviens, l'immigration japonaise est vue comme un danger pour la sécurité du pays. Avec l'attaque de Pearl Harbor (1941), cette fois-ci les immigrés japonais sont clairement désignés comme ennemis de la nation : le Président Manuel Prado édicte une série de mesures qui notamment visent à geler les fonds et les possessions japonaises, et ordonnent l'expropriation de leurs propriétés foncières pour les « restituer » aux Péruviens. Peu après, les relations diplomatiques entre le Japon et le Pérou sont rompues et le personnel diplomatique japonais est rapatrié. Enfin, avec l'aide du FBI, le Pérou organise la déportation des Japonais désignés comme politiquement dangereux vers les camps d'internements des États-Unis (Gardiner 1981). Après la Seconde Guerre mondiale, les relations diplomatiques entre le Japon et le Pérou sont rétablies et l'immigration japonaise reprend. La communauté japonaise du Pérou est celle qui souffrit le plus des discriminations en Amérique Latine. Nous verrons qu'à l'inverse les immigrés japonais reçurent un meilleur accueil au Brésil.

Les prémices de l'émigration japonaise au Brésil (1895-1908).

Au début du 19^e siècle, le Brésil s'est emparé des reines du marché mondial du café, dont l'essentiel est produit par l'État du São Paulo. Anticipant sur la future abolition de l'esclavage (1888), les autorités paulistes ont adopté un programme d'immigration visant tout d'abord à attirer des paysans européens blancs, à qui l'on confie une double mission : combler le manque de main-d'œuvre sur les plantations et participer au « blanchiment » raciale de la population, par brassage ethnique avec les autochtones. Cependant, face à la crise de la main-d'œuvre, et les difficultés à attirer des Européens en nombre suffisant, le gouvernement brésilien, par une loi du 5 octobre 1892, décide d'autoriser l'immigration asiatique (i.e. chinoise et japonaise) au Brésil (Lesser 1999 : 38).

Charles Alexander Caryle, directeur de la Compagnie Prado Jordão (société d'immigration et de colonisation établie à São Paulo), profite de cette nouvelle législation pour prendre contact avec les autorités japonaises en 1894, et leur soumettre une demande d'immigration. Or, en l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, l'initiative ne peut aboutir ; toutefois, elle a le mérite de susciter un regain d'intérêt pour l'Amérique du Sud au Japon. Cette même année, Nemoto Shô 根本正, directeur de la *Imin Kyôkai* 移民協会 (Association de l'Immigration), est dépêché par son gouvernement en vue d'enquêter sur les possibilités que présente l'Amérique du Sud, et plus particulièrement le Brésil en termes d'immigration pour le Japon. Nemoto Shô arrive au Brésil le 25 septembre 1894 où il effectue un voyage d'enquête à l'issue duquel, dans un rapport adressé à Enomoto Takeaki 榎本武揚, il déclare que l'« *État de São Paulo est celui où résident les plus grandes promesses pour l'entreprise migratoire du Japon.* ». Il conclut que désormais le gouvernement doit déployer des efforts pour l'implantation d'immigrés japonais dans l'État pauliste, dont la présence au Brésil, assure-t-il, contribuera au bénéfice économique des deux nations (Aoyagi 1941 : 231-2).

L'élan donné par Nemoto décide les deux gouvernements à nouer des liens diplomatiques, afin de permettre légalement l'immigration japonaise au Brésil. Après négociations, le 5 novembre 1895, le Japon et le Brésil signent un « *Traité Nippo-Brésilien d'Amitié, de Commerce et de Navigation* » (*Nippaku Shûkô Tsûshô Kôkai Jôyaku* 日伯修好通商航海条約) (San Paulo Jinmon Kagaku Kenkyûjo 1997: 17 ; Nihon Burajiru Kôryûshi Henshû Iinkai 1995 : 23). Suite à l'entrée en vigueur du traité en 1897, le premier consul du Japon au Brésil, Chinda Sutemi 珍田捨巳, prend ses fonctions. Cependant, l'échec d'un projet d'envoi d'immigrés en raison d'une chute des cours du café au Brésil fait radicalement changer l'opinion de la diplomatie japonaise sur l'immigration. Pendant près d'une décennie, Chinda et ses successeurs au consulat s'opposent systématiquement face aux demandes répétées d'organiser l'acheminement de travailleurs nippons au Brésil (Tsuchida 1978: 33-7).

En avril 1905, le consul Sugimira Fukashi 杉村濬 prend ses fonctions au Brésil. Contrairement à ses prédécesseurs, il est convaincu de la nécessité d'organiser l'émigration des Japonais vers le Brésil. Il faut dire que les circonstances jouent en sa faveur : au cœur de la dépression économique qui éprouve le Japon au lendemain de la guerre Russie-Japon (1904-1905), l'émigration outre-mer connaît en effet un regain

d'intérêt au Japon. A cet égard, Sugimura fait partie de ceux qui considèrent que l'émigration permettrait, entre autres, d'offrir une alternative économique aux soldats japonais revenus de Russie et qui sont sans emploi. Ainsi, à peine entre-t-il en fonction que le consul ordonne une enquête dans l'État du São Paulo qui doit évaluer la faisabilité de l'immigration japonaise. Le 30 juin 1905, il remet un rapport d'enquête au Ministère des Affaires étrangères dans lequel il conclue que le gouvernement « *doit encourager la migration des immigrés et des industries japonaises [au Brésil]* » (Aoyagi 1941: 251-252).

Un homme d'affaire du nom de Mizuno Ryô 水野龍 est enthousiasmé (comme d'autres) par la lecture du rapport de Sugimura. Impatient d'organiser le premier envoi d'émigrés japonais vers le Brésil, il s'y rend à deux reprises, en 1906 puis en 1907, afin d'effectuer des enquêtes de terrain et établir des contacts avec les responsables brésiliens de l'immigration et de la colonisation. En 1907 il rencontre Bento Bueno, directeur de la Compagnie de Colonisation et d'Immigration de São Paulo, qui le présente au Président de la République, Jorge Tibiriça, ainsi qu'au Secrétaire du Ministère de l'Agriculture, Carlos J. Botelho. Cette entrevue se montre très prometteuse pour la suite : le Président se déclare heureux que le Japon, par son immigration et sa colonisation, désire participer au peuplement du vaste territoire brésilien ; tandis que Botelho, qui croit en la qualité des travailleurs nippons, appelle de tous ses vœux la conclusion d'un contrat entre Mizuno et Bento Bueno permettant la venue des premiers Japonais au Brésil (Mizuno 1906 : 11-12).

Le 6 novembre 1907, Botelho est exhaussé : Bento Bueno et Mizuno signent un contrat stipulant que ce dernier s'engage, sur 3 ans, à acheminer 3 000 immigrés japonais au Brésil, pour les plantations du São Paulo. L'article premier précise que les immigrés, hommes ou femmes, doivent être âgés de 12 à 45 ans, et surtout qu'ils « [...] *doivent être des agriculteurs aptes au travail agricole, constitués en familles comportant chacune trois à dix individus* ». L'article 4 stipule que le gouvernement du São Paulo subventionne la traversée à hauteur de 10 pounds pour les immigrés âgés de plus de 12 ans, et d'un montant inférieur pour les immigrés plus jeunes (Gaimushô 1961 : 896-899).

Mizuno Ryô fonde sa propre compagnie de l'émigration, la *Kôkoku Shokumin Kaisha* 皇国殖民会社 (Compagnie Impériale de la Colonisation), et le 28 février 1908 il reçoit du Ministère des Affaires étrangères l'autorisation de recruter un premier contingent de 1 000 émigrés. Afin de faire la publicité de son projet, Mizuno publie une brochure intitulée : « Le Brésil : état des lieux et instructions aux passagers » (*Burajiru jôkyô-sho tokôsha-kokoroe* 『舞樂而留 情況書 渡航者心得』). La compagnie modifie sciemment la graphie du mot « *Burajiru* » 伯刺西爾 (prononciation japonaise de « Brésil »), substituant les caractères de la 'danse' [舞] et du 'plaisir' [樂] aux deux premiers, afin de mettre en relief leur propos : à savoir que le Brésil est un pays où il fait bon vivre, « un paradis sur terre » (*Tenchi* 天地) au climat plaisant et au peuple accueillant ; et où, assure la brochure, grâce à la récolte de « l'arbre d'or » (*kin no naruki* 「金のなる木」) – surnom attribué au caféier par la compagnie – chacun peut espérer un salaire journalier d'environ 1,20 yen, soit le triple de ce que gagne en moyenne un paysan au Japon (Maruyama 2010 : 119).

Au final, compte-tenu du peu de temps dont elle dispose, et des conditions

contractuelles qu'elle doit satisfaire (l'impératif d'une immigration familiale, notamment), la Compagnie Impériale de la Colonisation ne parvient à recruter que 781 émigrés. Ces immigrants sont originaires de 11 préfectures différentes, dont le plus grand nombre provient des préfectures d'Okinawa (325) et Kagoshima 鹿児島 (172). Le groupe est constitué de 733 immigrants subventionnés qui sont repartis au sein de 165 familles, ainsi que de 48 « immigrants libres » (*jiyū imin* 自由移民 selon la terminologie japonaise), qui quant à eux se rendent au Brésil à leurs propres frais. La répartition en sexe est fortement déséquilibrée : contre 601 hommes, seulement 180 femmes ont été recrutées. Malgré les exigences de Bento Bueno et de Carlos Botelho, peu des immigrants recrutés sont des paysans. Au contraire, les professions les plus diverses sont représentées chez les passagers du *Kasato Maru*, – un professeur des écoles, un policier, et même le maire d'un village font partie du lot (Kôyama 1949 : 24 et s.).

Les immigrants sont prêts à partir, et c'est la Compagnie des Bateaux à Vapeur de l'Est Pacifique (Tôyô Kisen Gaisha 東洋汽船会社; ci-après *Tôyô*) qui est en charge de les transporter jusqu'au port de Santos. Choix volontaire ou pure coïncidence, toujours est-il que le navire affrété par la *Tôyô* pour le transport des immigrants, le *Kasato Maru* (tel qu'il fut rebaptisé), est un ancien navire-hôpital de la marine de guerre Russe, récupéré par le Japon à l'issue du conflit, et aménagé pour en faire un vaisseau apte à transporter des passagers. Aussi, à défaut d'avoir pu recruter des soldats japonais revenus triomphants de la campagne de Russie, Mizuno a-t-il sans doute ressenti une satisfaction compensatoire à accompagner ses migrants à bord de ce tribut de guerre, ce bateau russe (Yamada 1988 : 8-9)... Le *Kasato Maru* quitte le port de Kôbe, le 28 avril 1908 à 17h55, avec à son bord les premiers immigrants japonais pour le Brésil, et destinés à travailler comme main-d'œuvre contractuelle sur les plantations du São Paulo (San Paulo Jinmon Kagaku Kenkyûjo 1997 : 27).

Conclusion.

Près de 40 ans se sont écoulés entre la « révolution des départs » opérée lors de la Restauration de Meiji (1868) et l'envoi des premiers immigrants japonais vers Brésil (1908). A vrai dire, le gouvernement japonais a longtemps été opposé à l'émigration. Mais face à la montée des tensions socio-économiques générées par l'installation de l'État-Nation, et la perspective d'étendre la présence humaine et économique de l'Empire à l'étranger, les élites décident d'encourager l'émigration à partir des années 1880. Dans un premier temps, les immigrants se rendent majoritairement aux États-Unis, au Canada et en Australie. Néanmoins chacune de ces nations a tôt fait d'interdire, sinon de limiter sévèrement l'immigration japonaise sur son sol, obligeant le Japon à réorienter sa politique migratoire vers l'Amérique Latine, où des accords avec le Mexique et le Pérou ont déjà permis l'acheminement de travailleurs en provenance de l'archipel. Par la suite, après plusieurs hésitations, la diplomatie japonaise décide finalement d'encourager l'émigration vers le Brésil. En 1908, les premiers immigrants japonais font leur entrée au port de Santos, État du São Paulo, inaugurant un siècle d'émigration vers le Brésil qui, après la

Mandchourie, deviendra le récipient principal de l'immigration japonaise.

Bibliographie

- ADACHI Ken, *The Enemy that Never Was : a History of the Japanese Canadians* (L'Ennemi qui n'en fut jamais un : une histoire des Japonais canadiens), McClelland and Stewart, Toronto, 1976.
- ADACHI Nobuko, *Japanese Diasporas : Unsung Pasts, Conflicting Presents, and Uncertain Futures* (Les Diasporas japonaises : passés tus, présents conflictuels et futurs incertains), Routledge, London, 2006.
- AOYAGI IKUTARÔ 青柳郁太郎, *Burajiru ni okeru Nihonjin hatten shi jôkan* ブラジルに於ける日本人発展史 上巻 (L'Histoire du développement des Japonais au Brésil volume 1), Burajiru ni okeru Nihonjin Hatten shi Kankô linkai, Tôkyô, 1941.
- CASTLES Stephen and MILLER Mark J., *The Age of Migration* (L'Âge des migrations), Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2003.
- COHEN Robin (ed.), *The Cambridge survey of world migration* (L'Enquête Cambridge sur la migration mondiale), Cambridge University Press, New York 1995.
- CONROY Hilary, *The Japanese Frontier in Hawaii, 1868-1898* (La Frontière japonaise à Hawaii), University of California Press, Berkeley, 1953.
- ENDO Toake, *Exporting Japan: Politics of Emigration Toward Latin America* (Exporter le Japon : Politiques d'émigration vis-à-vis de l'Amérique Latine), University of Illinois Press, Urbana, 2009.
- GAIMUSHÔ (ed.) 外務省編, *Nihon gaikô bunsho. Meijiki, dainijûkyûkan. Meiji nijûkyûnen ichigatsu-Meiji nijûkyûnen jûnigatsu* 『日本外交文書. 明治期, 第二十九卷. (明治二十九年一月-明治二十九年十二月)』 (Documents de la politique étrangère du Japon. Ère Meiji, volume 29. Ère Meiji, janvier an 29 - décembre an 29 [Janvier 1896- décembre 1896]), Nihon kokusai rengô kyôkai, Tôkyô, 1954.
- GAIMUSHÔ (ed.) 外務省編, *Nihon gaikô bunsho. Meijiki, daiyonjûkan. Meiji yonjûnen ichigatsu-Meiji yonjûnen jûnigatsu* 『日本外交文書. 明治期, 第四十卷 (明治四十年一月-明治四十年十二月)』 (Documents de la politique étrangère du Japon. Ère Meiji, volume 40. Ère Meiji, janvier an 40 - décembre an 40 [Janvier 1907- décembre 1907]), Nihon kokusai rengô kyôkai, Tôkyô, 1961.
- GARDINER Harvey C., *Pawns in a Triangle of Hate : The Peruvian Japanese and the United States* (Pions dans un triangle de haine : les Péruviens japonais et les États-Unis), University of Washington Press, Seattle, 1981.
- GARDINER Harvey C., *The Japanese and Peru, 1873-1973* (Les Japonais et le Pérou, 1873-1973), University of New Mexico Press, Albuquerque, 1975.
- GREEN Nancy L. et WEIL François (Dir.), *Citoyenneté et émigration : les politiques de départ*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2006.
- HATTON T. J. and WILLIAMSON, J. G., *The Age of Mass Migration : Causes and Economic Impact* (L'Âge des migrations de masse : causes et impact économiques), Oxford University Press, New York, 1998.

- ICHIOKA Yuji, *The Issei : The World of First Generation Japanese Immigrants, 1885-1924* (Les Issei : l'univers des immigrants japonais de première génération, 1885-1924), Free Press, New York, 1988.
- IRIE Toraji 入江寅次, *Hōjin kaigai hatten shi gekan* 邦人海外發展史 下巻 (Histoire du développement des Japonais dans l'outre-mer, volume 1), Imin Mondai Kenkyūkai, Tōkyō, 1938a.
- IRIE Toraji 入江寅次, *Hōjin kaigai hatten shi jōkan* 邦人海外發展史 上巻 (Histoire du développement des Japonais dans l'outre-mer, volume 2), Imin Mondai Kenkyūkai, Tōkyō, 1938b.
- ISHIKAWA Tomonori 石川友紀, *Nihon imin no chirigakuteki kenkyū : Okinawa, Hiroshima, Yamaguchi* 日本移民の地理学的研究 : 沖縄・広島・山口 (Une étude géographique de l'émigration japonaise : Okinawa, Hiroshima, Yamaguchi), Yōju Shorin, Ginowan (Okinawa-ken), 1997.
- IZUMI Seiichi 泉靖一, *Imin : Burajiru imin no jittai chōsa* 移民—ブラジル移民の実態調査 (Immigration : enquête sur la situation de l'immigration au Brésil), Kokin Shoin, Tōkyō, 1957.
- KIKUMURA-YANO Akemi *Encyclopedia of Japanese Descendants in the Americas : an Illustrated History of the Nikkei* (Encyclopédie des descendants des Japonais dans les Amériques : une histoire illustrée des Nikkei), AltaMira Press, Walnut Creek California), 2002.
- KONNO Toshihiko 今野敏彦 FUJISAKI, Yasuo 藤崎康夫, *Iminshi III, Amerika, Kanada hen* 移民史 III, アメリカ・カナダ編 (L'Histoire de l'immigration, volume 3 : Amérique et Canada), Shinsensha, Tōkyō, 1996.
- KONNO Toshihiko 今野敏彦, FUJISAKI Yasuo 藤崎康夫, *Imin shi I, Nanbei hen* 移民史 I, 南米編 (L'Histoire de l'immigration, volume 1 : Amérique latine), Shinsensha, Tōkyō, 1994.
- KŌYAMA Rokurō (Dir.) 香山六郎編著, *Imin shijūnen shi* 移民四十年史 (40 ans d'immigration), Kōyama Rokurō, São Paulo, 1949.
- LESSER Jeffrey, *Negotiating National Identity : Immigrants, Minorities, and the Struggle for Ethnicity in Brazil* (Négocier l'identité nationale : immigrants, minorités et la lutte pour l'ethnicité au Brésil), Duke University Press, Durham 1999.
- LONE Stewart, « Between Samurai and Carnival : Identity, Language, Music and Dance among the Japanese Expatriate Community in 1930s Brazil » (Entre Samurai et Carnaval : identité, langue, musique et danse au sein de la communauté expatriée des Japonais dans le Brésil des années 1930), WILSON Sandra (Dir.), *Nation and Nationalism in Japan* (Nation et nationalisme au Japon), Routledge Curzon, London, 2002, pp.68-80.
- MARUYAMA Hiroaki (Dir.) 丸山浩明編著, *Burajiru Nihonimin : 100nen no kiseki* ブラジル日本移民 : 百年の軌跡 (Les Immigrés japonais au Brésil : une trajectoire centenaire), Askashi Shoten, Tōkyō, 2010.
- MASTERSON Daniel M. and FUNADA-CLASSEN Sayaka, *The Japanese in Latin America* (Les Japonais en Amérique Latine), University of Illinois Press, Urbana, 2004.

- MISHIMA OTA María Elena, *Siete migraciones japonesas en México, 1890-1978* (Sept migrations japonaises au Mexique, 1890-1978), El Colegio de México, México, 1982.
- MIZUNO Ryô 水野龍, Nanbei tokô annai 南米渡航案内 (Guide de la traversée pour l'Amérique du sud), 1906. Ishikawa Tomonori (Dir.) 石川友紀監修, *Nikkei imin shiryôshû dai 2 ki Nanbei hen dai 1 kan* 日系移民資料集第2期 南米編第1巻 (Collection documentaire de l'immigration japonaise et de ses descendants, 2^{ème} période, compilation d'Amérique Latine volume 1), Nihon Tosho Sentâ, Tokyo, 1998.
- MORIMOTO Amelia, *Japanese Immigrants in Peru* (Les Immigrés japonais au Pérou), Nihon Hyôronsha, 1992.
- MORIYAMA Alan Takeo, *Imingaisha : Japanese Emigration Companies and Hawaii, 1894-1908* (Imingaisha : les compagnies de l'émigration et Hawaii, 1894-1908), University of Honolulu Press, Honolulu, 1985.
- NIHON BURAJIRU KÔRYÛ SHI HENSHÛ IINKAI (collectif) 日本ブラジル交流史編集委員会, *Nihon Burajiru kôryû shi ; Nippaku Kankei 100 nen no kaiko to tenbô*, 『日本ブラジル交流史 : 日伯関係100年の回顧と展望』 (L'Histoire des relations Japon-Bésil : Rétrospective et Perspective de 100 ans de relations nippon-brésiliennes), Nihon Burajiru Chûôkai, Tôkyô, 1995.
- NORMANO João Frederico and GERBI Antonello, *The Japanese in South America: An introductory Survey With Special Reference to Peru* (Les Japonais en Amérique du sud: une enquête préliminaire avec une mention spéciale pour le Pérou), AMS Press, New York, (1943) 1978.
- OKABE Makio 岡部牧夫, *Umi wo watatta Nihonjin* 海を渡った日本人 (Ces Japonais qui ont traversé les mers), Yamakawa Shuppansha, Tôkyô, 2002.
- PEDDIE Francis, « Una presencia incómoda : la colonia japonesa de México durante la Segunda Guerra mundial » (Une Présence inconmode : la colonie japonaise au Mexique durant la Seconde Guerre mondiale », in *Estudios de Historia Moderna y contemporánea de México*, n.32, julio-diciembre 2006, pp.73-101.
- PELLETIER Phillipe, « *Shimaguni*, modernisation et territorialisation au Japon », *Ebisu*, n°44, automne/hiver 2010, volume 44, numéro 1, pp.157-184.
- POLANYI Karl, *The Great Transformation : the Political and Economic Origins of Our Time* (La grande transformation : les origines politiques et économiques de notre temps), Beacon press, Boston, 1957.
- RAGER F.A., « Japanese Emigration and Japan's 'Population Pressure' » (L'Emigration japonaise et la 'pression démographique' au Japon), *Pacific Affairs*, Vol.14, No.3 (Sept. 1941), pp.300-321.
- SAN PAURO JINMON KAGAKU KENKYÛJO (éd.) サンパウロ人文科学研究所, *Burajiru Nihon imin shi nenpyô* ブラジル日本移民史年表 (Chronologie de l'histoire de l'immigration japonaise au Brésil), Mumyôsha Shuppan, Akita, 1997.
- SCHPUN Mónica Raísa (ed.), « 1908-2008. Le centenaire de l'immigration japonaise au Brésil. L'heure des bilans », in *Cahiers du Brésil contemporain*, 71/72, Maison des Sciences de l'homme, Paris, 2009.

- SMITH, R.J., CORNELL, J.B., SAITO, H. and MAEYAMA T., *The Japanese and Their Descendants in Brazil : An Annotated Bibliography* (Les Japonais et leurs descendants au Brésil : une bibliographie commentée), Centro de Estudos Nipo-Brasileiros, São Paulo, 1967.
- SOUYRI Pierre-François, *Nouvelle histoire du Japon*, Perrin, Paris, 2010.
- SUZUKI Jôji 鈴木譲二, *Nihonjin dekasegimin* 日本人出稼ぎ移民 (Les Travailleurs migrants japonais), Heibonsha, Tôkyô, 1992.
- TAKENAKA Ayumi, « The Japanese in Peru: History of Immigration, Settlement, and Racialization » (Les Japonais au Pérou: histoire d'une immigration, d'une installation, et d'une racialisation), *American Perspectives*, Vol. 31, No. 3, *East Asian Migration to Latin America* (May, 2004), pp.77-98.
- TITIEV Mischa, « The Japanese Colony in Peru » (La Colonie japonaise au Pérou), *The Far Eastern Quarterly*, Vol.10, No.3 (May, 1951), pp.227-247.
- TSUCHIDA Nobuya, *The Japanese in Brazil, 1908-1941* (Les Japonais au Brésil, 1908-1941), University of California, Los Angeles, 1978.
- VIE Michel, *Le Japon et le monde au XXe siècle. 1905-1990*, Masson, Paris, 1995.
- YAMADA Michio 山田勉生, *Fune ni miru Nihonjin imin shi :Kasato maru kara Kurûzu kyakusen he* 『船にみる日本人移民史 : 笠戸丸からクルーズ客船へ』 (L'Histoire de l'immigration japonaise vue de ses navires : du vapeur Kasato au paquebot Cruz), Chûôkô Ronsha, Tôkyô, 1998.

